



89/57

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION
PAR LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
JOHN C. CROSBIE,
DEVANT LA
CHAMBRE DE COMMERCE DE DARTMOUTH

DARTMOUTH, NOUVELLE-ÉCOSSE

Le 25 octobre 1989

J'aimerais vous parler de deux questions qui revêtent une importance capitale. La première concerne l'engagement pris par le présent gouvernement dans l'édification d'une économie solide. Et la deuxième a trait à l'engagement de ce même gouvernement envers un Canada uni. Je parlerai d'abord de notre engagement relatif à une économie solide.

En septembre 1984, le présent gouvernement a été confronté à la tâche monumentale de rebâtir l'économie canadienne. Les seize années précédentes de mauvaise gestion nous ont précipités sur la pente de l'anéantissement économique avec des déficits insoutenables, une productivité chancelante et une compétitivité internationale en régression. Afin de renverser la situation, nous devons changer l'orientation économique du Canada. Et c'est ce que nous avons fait.

Pour redonner confiance aux investisseurs nous avons pris des mesures telles que la réduction du déficit, la réforme du régime fiscal, le démantèlement des obstacles à l'investissement étranger, la réforme de la réglementation économique, la privatisation et l'amélioration des stratégies en matière de marché du travail.

Les résultats sont connus. Ces cinq dernières années, le Canada a dépassé la performance de presque tous les autres pays du monde industrialisé.

Depuis septembre 1984, l'expansion de l'économie canadienne a été de 20 pour cent en termes réels. Le dollar canadien est ferme. Et l'inflation a été maintenue à 5 pour cent.

Plus de 1,5 million d'emplois ont été créés. Plus de la moitié de ces nouveaux emplois sont détenus par des femmes. Le niveau de l'emploi s'est accru dans toutes les provinces du Canada. Le taux national de chômage est passé de 11,6 à 7,4 pour cent; la chute du taux de chômage chez les jeunes est encore plus spectaculaire puisqu'il est passé de 18,2 à 11 pour cent.

Ici, dans les provinces de l'Atlantique, quelque 108 000 nouveaux emplois ont été créés dans les cinq dernières années. Notre région a vu son produit intérieur brut réel s'accroître de 3 pour cent au cours de chacune des trois dernières années.

Notre taux de chômage régional de 12,4 pour cent est encore trop élevé, mais les progrès sont nets par rapport aux ruineux 16,8 pour cent de 1984.

Pour notre région, aucun instrument de politique fédérale n'est plus important dans ce processus que l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA). La Chambre de commerce des provinces de l'Atlantique a récemment déclaré que l'APECA est «la meilleure chose qui soit arrivée au Canada atlantique depuis bien longtemps». Je suis d'accord.

L'élément le plus important de l'APECA est que, pour la première fois, les décisions sont prises non à Ottawa mais dans les provinces atlantiques par les habitants de ces provinces. Le financement vient du centre, mais l'énergie créatrice et l'esprit d'entreprise qui animent le programme viennent d'ici, des provinces de l'Atlantique.

L'APECA a déjà nettement dépassé la performance de tous les précédents programmes de développement économique régional. A ce jour, les représentants de l'Agence ont traité plus de 88 000 demandes de renseignements, reçu 13 000 demandes d'aide, approuvé 8 100 projets, engagé 800 millions de dollars et suscité 1,7 milliard de dollars d'investissements privés.

L'APECA a appuyé des projets qui ont créé 15 000 nouveaux emplois et en ont sauvé 18 000 autres. Quelque 800 nouvelles entreprises ont été mises sur pied, dont la moitié par de nouveaux entrepreneurs. Mais, malgré tout cela, certains milieux continuent de mettre en doute l'engagement d'Ottawa en matière de développement régional.

Permettez-moi de le dire sans détour. Notre gouvernement a confiance dans le Canada atlantique et il prouve sa confiance par des montants d'argent sans précédents. Voici les faits.

Les dépenses fédérales pour le développement du Canada atlantique entre 1979 et 1984 ont représenté en moyenne 185 millions de dollars par année. De 1984 à 1989, ces dépenses ont grimpé de plus de 50 pour cent pour représenter en moyenne 282 millions de dollars par année. Mais il y a encore plus important : d'ici à 1994, les dépenses fédérales pour le développement régional grimperont encore une fois de plus de 50 pour cent pour représenter en moyenne 425 millions de dollars par année.

Je sais - et je dois le rappeler ici - je sais que les dépenses pour cette année se situent dans les 500 millions de dollars. Et je reconnais que, pour des raisons de restrictions budgétaires, la période de financement a été portée de cinq ans à un peu moins de sept ans.

Les contraintes à court terme placées sur les budgets des agences régionales influenceront sur l'envergure des nouveaux engagements financiers qui pourront être pris pour l'année prochaine, ou à peu près. Et ces crédits pourraient ne pas combler les attentes à court terme.

Cependant, il reste que le gouvernement a non seulement maintenu mais accru considérablement les crédits qui seront affectés au développement régional dans les cinq prochaines années. Nous en sommes fiers. Et nous ne nous excusons pas de

demander que les programmes de développement régional participent aux efforts faits pour réduire notre déficit et la dette nationale. La raison en est simple.

Si nous ne réussissons pas à réduire le déficit fédéral et si les moyens d'action du gouvernement fédéral sont de plus en plus limités par les énormes remboursements d'intérêts au titre de la dette, il y aura alors nécessairement bien moins d'argent à consacrer au développement régional et aux programmes sociaux qui sont si essentiels à notre bien-être collectif.

Et comme nous, au Canada atlantique, ne le savons que trop bien, nous serons les premiers à souffrir et les derniers à nous remettre d'une détérioration grave de l'économie. La gestion financière responsable du gouvernement a contribué de façon déterminante à maintenir une économie forte, dynamique et créatrice d'emplois dans toutes les provinces. Et nous resterons fidèles à notre engagement.

Permettez-moi maintenant d'en venir à un sujet encore plus important - un Canada uni. Aucune question n'est plus cruciale pour l'unité de notre pays que celle de l'Accord constitutionnel du lac Meech.

Comme l'a déclaré un grand Canadien la semaine dernière,

<Pour le gouvernement fédéral et les provinces, le fait de donner son appui au lac Meech représente ... une nouvelle vision des relations fédérales-provinciales et la fin du débat sur la place du Québec ...>

<Si le Canada rejette cette occasion de réconciliation nationale, nous aurons bien mérité le destin qui nous attend ...>

<Je demande aux Canadiens de langue anglaise de se servir du don que Dieu leur a donné et d'un peu de bon sens pour sauver notre pays d'un désastre.>

Ces paroles sont de M. Robert Stanfield. J'espère que tous les Canadiens en tiendront compte, mais j'ai bien peur qu'un Canadien au moins, le Premier ministre Clyde Wells, ne les ait même pas écoutées.

M. Wells est un homme sincère, mais il est tragique de voir comme il est mal conseillé. Il dispose maintenant du pouvoir de détruire la meilleure chance qu'a aujourd'hui notre pays de réaliser l'unité nationale ... et il déclare vouloir s'en servir.

M. Parizeau, le chef des séparatistes au Québec, est ravi de la promesse de M. Wells de briser l'Accord du lac Meech.

Pourquoi? M. Parizeau veut se débarrasser du Canada anglais. Les radicaux de l'Ouest canadien ..., le parti réformiste, comme ils l'appellent, ... sont enchantés par la promesse de M. Wells de faire échec à l'Accord du lac Meech. Pourquoi? Ils veulent se débarrasser du Québec.

M. Wells ne se préoccupe pas de tout cela. Il est hypnotisé par le rêve de son vieux héros, Pierre Trudeau, le rêve d'un gouvernement central tout-puissant animé par ce qu'il croit être l'intérêt national. Avec une telle conception, Pierre Trudeau s'est débarrassé de tout le monde. Aujourd'hui, Pierre Trudeau est parti ... parti parce qu'il a divisé le pays et éveillé sa colère. Mais sa façon de voir est toujours là, en la personne de M. Wells.

Notre Premier ministre a cherché à panser les blessures laissées par M. Trudeau. Il a cherché à ramener le Québec dans la famille constitutionnelle, à couper la route aux séparatistes et à réaliser l'harmonie constitutionnelle après une génération de conflits et de discordes. Clyde Wells ne comprend pas ou peut-être que cela ne l'intéresse pas.

Voici ce qu'il a déclaré à propos de la menace du séparatisme (Evening Telegram du 11 octobre) :

<Ce que je ne sais pas, et je dois admettre franchement que je n'ai pas la moindre certitude à ce propos, c'est si le sentiment séparatiste sera exacerbé dans l'hypothèse où l'Accord du lac Meech n'est pas accepté par le reste du Canada ou s'il est peu probable que cela ait un effet dans un sens ou dans l'autre.>

M. Wells sait se défilier. Il devrait comprendre qu'il fait courir un grave danger à l'unité de notre pays.

Mais M. Wells a une réponse. Il agit selon des principes, dit-il. Il protège les intérêts des personnes qui l'ont élu, dit-il. Il s'oppose à l'Accord du lac Meech, dit-il, parce que l'Accord empêchera une réforme du Sénat, parce qu'il divisera le pays et parce qu'il condamnera Terre-Neuve au statut permanent de province défavorisée. Les problèmes que M. Wells voit dans l'Accord du lac Meech sont tout simplement de faux problèmes.

M. Wells affirme qu'il désire une réforme du Sénat. Sans l'Accord du lac Meech, il n'y aura pour ainsi dire aucune chance de réaliser une réforme du Sénat, parce qu'il n'y aura pour ainsi dire aucune chance de mener à bien une réforme constitutionnelle. Il l'aura réduite à néant, pour une autre génération peut-être.

M. Wells déclare que la reconnaissance du rôle du Québec visant à préserver et promouvoir son statut de société distincte

détruirait l'unité nationale. Ce n'est pas logique. Qui est en faveur de l'Accord du lac Meech? Les fédéralistes du Québec. Qui veut le voir détruit? Les séparatistes.

Reconnaître le Québec comme société distincte, ce n'est que reconnaître une situation qui a commencé avec la colonisation par la France, il y a plus de 380 ans. C'est une réalité qui mérite d'être reconnue si nous voulons d'un avenir où le Canada sera uni. Et reconnaître cette réalité n'enlève pas la moindre parcelle des pouvoirs de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse ou du Canada que leur confère la Constitution.

Selon M. Wells, l'Accord du lac Meech condamne Terre-Neuve au statut de «province défavorisée» parce que tout ce que le gouvernement du Canada donne à Terre-Neuve ou à la Nouvelle-Écosse, il doit le donner aux provinces riches comme l'Ontario. Cette affirmation est tout simplement fautive.

Si le gouvernement fédéral voulait augmenter la péréquation en faveur de Terre-Neuve ou de la Nouvelle-Écosse ... comme il le fait depuis 1984 ... combien devrait-il offrir à l'Ontario? Pas un sou.

Si le gouvernement fédéral voulait plus que doubler les sommes affectées au développement régional du Canada atlantique ... comme il le fait depuis 1984 ... combien devrait-il offrir à l'Ontario? Pas un sou.

Si le gouvernement fédéral voulait construire des routes, des traversiers et des aéroports et améliorer les ports pour petits avions de Terre-Neuve ou de la Nouvelle-Écosse, s'il voulait mettre sur pied des institutions comme le Marine Institute, le centre de recherche en eau froide ou la base de chasseurs de Goose Bay, s'il voulait engager 2,6 milliards de dollars pour soutenir l'exploitation du pétrole en mer, s'il voulait engager six milliards de dollars pour construire des frégates à Saint John ou s'il voulait participer au nettoyage du port de Halifax ... comme il le fait depuis 1984 ... combien devrait-il offrir à l'Ontario? Pas un sou.

M. Wells a raison sur un point; il existe une catégorie de programmes où des sommes devraient être offertes à l'Ontario tout comme elles devraient être offertes à Terre-Neuve ou à la Nouvelle-Écosse. Il s'agit des nouveaux programmes nationaux à frais partagés dans des domaines de juridiction exclusivement provinciale.

Prenons le cas du nouveau programme national de garderies. Toutes les provinces ... du moins toutes les provinces qui se joignent au programme fédéral ou qui atteignent les objectifs nationaux élaborés en vertu du programme fédéral ... recevraient

des sommes du fédéral destinées aux dépenses provinciales. Et pourquoi pas?

Cet argent ... tout comme celui des programmes existants, le régime d'assurance-maladie ou le Régime d'assistance publique du Canada par exemple ... serait destiné aux Canadiens défavorisés, et non aux provinces défavorisées. C'est de cette façon que les programmes nationaux à frais partagés ont été utilisés par le passé et devront être utilisés dans l'avenir, afin d'exercer un leadership national en fournissant des services sociaux clés pour tous les Canadiens, quel que soit leur lieu de résidence. L'Accord du lac Meech vient confirmer le rôle du leadership national tout en ne restreignant pas notre capacité à redresser les disparités régionales.

Clyde Wells se trompe au sujet de l'Accord du lac Meech. Il se trompe, mais le pire, c'est qu'il fait passer ses propres préjugés, qui datent de l'époque de Trudeau, avant ce qu'il devrait percevoir comme les intérêts de son pays et de sa province.

Comme l'a dit le Premier ministre Joe Ghiz,

«Je crois que (l'Accord du lac Meech) démontre, de façon claire et non équivoque, aux Canadiens des quatre coins du pays qu'avec la coopération, la conciliation, le compromis et la bonne volonté, notre pays fonctionne.»

Le Premier ministre Ghiz a raison. Il est grand temps que M. Wells se joigne aux bâtisseurs de la nation, et qu'il cesse d'être du côté des démolisseurs.

Je suis en faveur de l'Accord du lac Meech parce qu'il permettra de sortir de la dangereuse situation constitutionnelle dans laquelle nous sommes actuellement. Je suis en faveur de l'Accord du lac Meech parce qu'il rendra possible de nouveaux développements dans notre Constitution. Enfin, je suis en faveur de l'Accord du lac Meech parce qu'il sera un grand pas en avant vers un Canada uni.